



LES NOTES DE LA FEP

N°6 - Novembre 2015

#CLIMAT

#COP21

#ENVIRONNEMENT

#ÉTATS-UNIS

#BARACKOBAMA

ALICE BÉJA

Maîtresse de conférences à Sciences Po Lille en civilisation américaine, elle a participé à l'ouvrage collectif *Paris climat 2015. 20 ans après* (Fondation de l'Écologie Politique, 2015).

OBAMA ET LE CLIMAT

UNE RÉVOLUTION VERTE... EN DEMI-TEINTE

Alice BÉJA

L'engagement de Barack Obama au sujet du réchauffement climatique, en particulier au cours de son second mandat, est réel, et démontré par les mesures qu'il a prises autant que par les engagements proposés par les États-Unis dans la perspective de la COP21. Celles-ci marquent un tournant par rapport à l'attitude du pays au cours des dernières années, notamment si l'on pense au refus américain de ratifier le protocole de Kyoto en 1997.

Cependant, cet engagement est critiquable et fragile. Critiquable, car la lutte contre le réchauffement climatique est associée au désir de relancer la croissance américaine, et donc à l'indépendance énergétique, qui repose largement sur l'exploitation des gaz et pétrole de schiste et en partie sur des décisions controversées de forage, notamment dans l'Arctique. Fragile, car la question divise plus que jamais le paysage politique américain ; les mesures prises par Barack Obama l'ont été sans l'aval du Congrès, ce qui signifie que nombre d'entre elles peuvent être remises en question par le prochain président ; la plupart des candidats à la primaire républicaine se sont d'ailleurs prononcés contre cette politique environnementale.

Par ailleurs, vu de l'étranger (et peut-être singulièrement de France), on a tendance à ne considérer que le pouvoir exécutif et l'État fédéral comme dignes d'attention. Or si les engagements au niveau fédéral sont importants et on souvent valeur d'exemple, il ne faut pas oublier les évolutions de l'opinion publique ni les initiatives prises par les villes ou les États en matière écologique. Et s'il faut relativiser le poids des engagements qui seront pris à Paris et la volonté politique américaine en la matière, on ne peut nier que, sur la question climatique et environnementale, le pays a évolué au cours des dix dernières années.

Avant-propos - Les États-Unis : la nation de la nature

Les États-Unis sont la « nation de la nature »¹, et ont construit leur mythologie nationale sur l'image d'une terre vierge, à inventer et à conquérir. A Buffon qui méprisait la nature américaine², Thomas Jefferson tint à répondre point par point dans ses *Notes on the State of Virginia* (1784), pour défendre ce qui était après tout le patrimoine de la jeune nation. Les Pères fondateurs mirent en valeur cette nature, valorisant la géographie contre l'histoire, qui était celle, féodale et inégalitaire, de la vieille Europe, vantant les monuments que Dieu avait donnés à l'Amérique en la dotant d'un vaste territoire encore largement inexploité.

Henry David Thoreau, auteur de *Walden ou la vie dans les bois* (1854), a lui aussi enraciné l'identité américaine dans l'espace sauvage (*wilderness*), le grand Ouest qui représente pour les Américains une « réserve », la « voie d'une vie nouvelle

1. Perry Miller, *Nature's Nation*, Cambridge, Harvard University Press, 1967.

2. Ce qu'il exposa dans sa *Dégénération des animaux* (1760).

3. Henry David Thoreau, *The Correspondence of Henry David Thoreau*, New York, New York University Press, 1958, p.436, cité par Michel Granger, *Henry David Thoreau*, Paris, Belin, coll. « Voix américaines », 1999, p.93.

4. Theodore Roosevelt, « Conservation Message », 1907.

5. Peintre, naturaliste et ornithologue, John James Audubon (1785-1851) est surtout célèbre pour ses études et peintures des oiseaux des Etats-Unis.

6. Citons le livre influent de Rachel Carson, *Silent Spring* (1962), dans lequel elle dénonçait la pollution, notamment les pesticides et leurs effets sur les oiseaux. Outre son impact sur les mouvements écologistes, le livre et l'engagement de son auteure menèrent entre autres à l'interdiction de l'usage agricole du DDT aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde.

7. Voir infra, 1.2, « Un héritage fragile? ».

8. « John McCain mocks Obama for calling climate change a threat as Isis advances », *The Guardian*, 24 mai 2015, <http://www.theguardian.com/world/2015/may/24/john-mccain-obama-climate-change-isis-threat>, vu le 2 juillet 2015.

9. « Ideological divide over global warming as wide as ever », enquête menée par le Pew Research Center en mai-juin 2015, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/06/16/ideological-divide-over-global-warming-as-wide-as-ever/>, vu le 27 juin 2015.

et de la liberté »³. Et c'est justement lorsque cette réserve s'épuise, lorsque la Frontière se ferme, à la fin du XIXe siècle, qu'émergent les débats sur la conservation des espaces naturels, portés par exemple par John Muir, défenseur de la sanctuarisation d'espaces comme Yosemite, en Californie, et fondateur du Sierra Club, l'une des premières ONG environnementales au monde. Le gouvernement fédéral se saisit de la question, notamment sous la présidence de Theodore Roosevelt, qui déclare en 1907 : « La conservation de nos ressources naturelles et leur usage raisonné est le problème fondamental qui sous-tend presque toutes les autres questions liées à la vie de notre nation »⁴. Il crée de nouveaux parcs nationaux, fonde le *United States Forest Service* et les premières réserves naturelles pour les oiseaux, rendant ainsi hommage à l'un des précurseurs de l'écologie aux Etats-Unis, John James Audubon⁵. Theodore Roosevelt était républicain ; mais ses idées furent en partie reprises par Franklin Delano Roosevelt, démocrate, dont le premier *New Deal* (1933-35) vit la création du *Civil Conservation Corps*, un service civique destiné aux jeunes hommes de familles pauvres et qui avait pour objectif la protection et le développement des ressources naturelles dans des zones rurales et sur des terrains appartenant au gouvernement ou aux autorités locales.

L'environnement, la protection de la nature et de ses ressources (qui n'était pas envisagée en opposition au développement) a longtemps été une question qui allait au-delà des clivages partisans, même si elle a également donné lieu à des mouvements sociaux clairement ancrés à gauche, notamment dans les années 1960 et 1970⁶. C'est le républicain Richard Nixon qui fit voter, en 1970, le Clean Air Act et instaura l'*Environmental Protection Agency-EPA*⁷, chargée de superviser l'application des lois ayant trait à l'environnement. Comme Barack Obama le rappelle souvent dans ses discours, le premier président à déclarer que les activités humaines avaient un impact sur l'atmosphère fut... George H. W. Bush, en 1990. Il faut toutefois rappeler que le même Bush fut réticent à signer le traité de Rio en 1992.

Car le consensus autour du patrimoine naturel des Etats-Unis et de son importance pour l'identité américaine n'empêche pas la pollution ni la surexploitation des ressources. Si la Chine a dépassé les Etats-Unis pour les émissions globales de gaz à effet de serre (GES), il n'en est rien pour ce qui est des émissions par individu, bien plus élevées outre-Atlantique non seulement qu'en Chine, mais que dans d'autres pays industrialisés, notamment européens. Le parc de Yellowstone est une magnifique réserve naturelle... que l'on peut presque intégralement explorer en 4x4. La « nation de la nature » est aussi celle de l'hyperconsommation.

Et si peu d'Américains remettraient ouvertement en question l'importance de la nature ou des espaces sauvages à préserver, les débats autour de l'environnement, et singulièrement du changement climatique, sont eux beaucoup plus controversés. Les clivages partisans se sont accrus ces dernières années – tout comme sur un certain nombre d'autres questions – du fait de la polarisation croissante du champ politique. Même John McCain, l'ancien candidat à la présidentielle qui, à plusieurs reprises dans les années 2000, a proposé des lois pour limiter les émissions de GES des centrales électriques, a récemment durci ses positions. En mai 2015, le républicain modéré a ridiculisé Barack Obama, qui déclarait que le changement climatique était un « risque immédiat » pour la sécurité nationale, en pointant le fait que l'avancée de l'organisation Etat islamique était une menace bien plus concrète⁸.

Cette division idéologique se retrouve dans les sondages : 92% des démocrates libéraux pensent qu'il existe des preuves tangibles du réchauffement de la Terre, contre seulement 38% de républicains conservateurs⁹. Elle explique les paradoxes comme les fragilités de la position et des initiatives de Barack Obama sur le sujet.



1. Le deuxième mandat d' Obama : une révolution verte en demi-teinte ?

1.1. « La lutte contre le changement climatique est le combat du XXI^e siècle »

L'élection de Barack Obama a suscité, dans le domaine du climat et de l'environnement comme ailleurs, de très grands espoirs. Dès la campagne de 2008, le candidat démocrate a mis en avant sa volonté de rupture par rapport à l'ère Bush, son refus de nier les preuves scientifiques du réchauffement climatique et de la responsabilité humaine dans cette évolution. « Mon gouvernement ne niera pas les faits, ils seront notre guide », déclare-t-il en juillet 2009¹⁰. Une partie du plan de relance de l'économie pour sortir de la crise financière concerne les énergies renouvelables et le financement d'innovations, notamment dans l'industrie automobile, pour diminuer la consommation d'essence des voitures américaines et développer les technologies alternatives (hybrides, voitures électriques...). Le gouvernement s'engage à ce que les Etats-Unis réduisent de 17% leurs émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 2005, entre 2009 et 2020, un objectif réaffirmé depuis, notamment dans les engagements présentés dans la perspective de la COP21¹¹.

Cependant, le premier mandat du nouveau président est davantage marqué par ses tentatives pour ramener la croissance aux Etats-Unis et mettre en place sa réforme de l'assurance maladie. C'est véritablement lors de son second mandat qu'il met en avant les questions climatiques et environnementales. Questions qui se sont d'ailleurs invitées dans la campagne présidentielle de 2012, l'élection s'étant tenue une dizaine de jours seulement après que l'ouragan Sandy a frappé la côte Est des Etats-Unis, causant des dégâts et des perturbations considérables.

Obama multiplie alors les discours volontaristes et annonce son plan d'action pour le climat en juin 2013. Lorsqu'il le présente à l'Université de Georgetown, il rappelle que la question de l'environnement a longtemps dépassé les clivages politiques et affirme que la lutte contre le changement climatique est le combat du XXI^e siècle, dans lequel l'Amérique doit s'engager pleinement, pour garder la maîtrise de son avenir. En novembre 2014, lors d'un forum de coopération économique de l'Asie pacifique (AFEP), Barack Obama et Xi Jinping, actuel président de la République populaire de Chine, s'engagent à réduire les émissions de GES dans leurs pays¹². Cet accord est perçu par la presse internationale comme une avancée majeure et une étape de bon augure dans la perspective de la conférence de Paris en 2015, tout comme la déclaration conjointe de septembre 2015, lors de la première visite d'Etat de Xi aux Etats-Unis, lorsque ce dernier s'engage à mettre en place un marché carbone en Chine à partir de 2017 et à consacrer des fonds pour aider les pays pauvres à lutter contre le réchauffement climatique¹³.

Le président américain a d'ailleurs réaffirmé son engagement pour que les Etats-Unis soient une force de proposition dans les négociations internationales, et répété à de nombreuses reprises – notamment dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 2015 – que le changement climatique constituait un risque pour la sécurité nationale américaine, le plaçant ainsi parmi ses priorités. Tout au long de ses deux mandats, et en particulier depuis juin 2013, Barack Obama a pris un certain nombre de mesures pour réguler les émissions de GES des Etats-Unis (deuxième pays émetteur après la Chine) en améliorant les performances énergétiques des centrales électriques ou en étendant les pouvoirs de l'EPA en matière de supervision de la rénovation de logements ou d'utilisation de l'eau, afin de donner l'exemple, aussi bien au niveau international qu'intérieur¹⁴. Citons, parmi les plus emblématiques, la réduction des émissions produites par les centrales électriques de 30% (par rapport à leur niveau de 2005) d'ici 2030, le doublement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables d'ici 2020 ou le durcissement des normes d'efficacité énergétique pour les véhicules (0,4L/100km d'ici 2025). En apparence, la multiplication des discours volontaristes sur la question climatique et environnementale s'est donc accompagnée de mesures concrètes.

10. « My administration will not deny facts, we will be guided by them ». Discours du 26 janvier 2009, https://www.whitehouse.gov/blog_post/Fromperiltoprogress/. Vu le 2 juillet 2015.

11. Les contributions sont consultables et téléchargeables sur le site de l'ONU, <http://www4.unfccc.int/submissions/indc/Submission%20Pages/submissions.aspx>. Vu le 9 juillet 2015.

12. « US-China Joint Announcement on Climate Change », <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/11/11/us-china-joint-announcement-climate-change>. Vu le 9 juillet 2015.

13. Pour lire le texte officiel de la déclaration, voir « U.S.-China Joint Presidential Statement on Climate Change », 25 septembre 2015, <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/09/25/us-china-joint-presidential-statement-climate-change>.

Pour une analyse des conséquences sur la politique américaine, voir Valerie Volcovici, « China climate announcement turns tables on Congress foes », *Reuters*, 25 septembre 2015, <http://www.reuters.com/article/2015/09/26/us-usa-china-climatechange-idUSKCN0RQ00E20150926>.

14. Dès 2009, via le décret (*executive order*) 13514, le président demandait aux agences fédérales de faire de la réduction des émissions de GES leur priorité. Ce décret a depuis été révoqué par un autre, plus large, promulgué en mars 2015 (<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/03/19/executive-order-planning-federal-sustainability-next-decade>).

1.2. Un héritage fragile ?

Mais ces mesures sont fragiles, et susceptibles d'être remises en question. Par la voie judiciaire par exemple, comme on l'a vu en juin 2015 lorsque la Cour Suprême a estimé que l'*Environmental Protection Agency-EPA* n'avait pas à imposer des réglementations aux centrales à charbon en matière d'émissions de mercure et d'autres éléments toxiques sans prendre en compte le coût que celles-ci représentaient¹⁵. Jusque-là, la Cour avait plutôt soutenu les initiatives dans le domaine de l'environnement, avant même l'arrivée d'Obama au pouvoir, comme lorsqu'elle avait, en 2007, approuvé l'extension des compétences de l'EPA pour lui permettre de réguler les émissions de GES, décision qui a permis au président actuel de mettre en œuvre ses propres mesures sur le climat¹⁶.

Car le principal obstacle que rencontre Barack Obama n'est pas judiciaire, il est institutionnel. Depuis 2010, le président démocrate doit composer avec une Chambre des représentants à majorité républicaine, et depuis 2014, le Sénat est lui aussi passé dans l'opposition. Avec un tel Congrès, et sur une question, l'environnement, plus que jamais soumise aux oppositions idéologiques, aussi bien parmi les Américains que chez leurs représentants¹⁷, pas question de faire passer une loi sur la lutte contre le changement climatique. C'est pour la même raison que les autorités américaines ne veulent pas que la Conférence de Paris débouche sur un traité, qui devrait être approuvé par le Sénat à la majorité des deux tiers, chose actuellement impensable¹⁸.

Etant dans l'incapacité de faire voter une loi – en 2009, une loi sur les quotas de carbone, approuvée par la Chambre, avait été rejetée par le Sénat – Obama a largement gouverné par décret en ce qui concerne les questions environnementales¹⁹. Pour ce faire, il s'est appuyé sur le *Clean Air Act* de 1970, une loi à l'époque votée par les républicains et les démocrates à la quasi-unanimité, sous la présidence de Richard Nixon²⁰. Elle permettait d'imposer des limites aux émissions de polluants dans divers domaines et fut mise en œuvre par l'EPA, créée à la même période, dont les pouvoirs furent renforcés en 1990 par George H. W. Bush. Obama, cependant, est le premier président à avoir utilisé cette loi pour combattre le réchauffement climatique. Les républicains ont vu dans son programme de régulation des émissions et d'efficacité énergétique une « guerre au charbon » qu'ils considèrent comme une dangereuse aberration économique, et tous les candidats à la primaire républicaine ont d'ailleurs déclaré que, s'ils étaient élus à la présidence, ils reviendraient sur les engagements pris par Obama en matière d'environnement. Dans le camp démocrate, la favorite Hillary Clinton a quant à elle déclaré qu'elle poursuivrait dans la lignée de son prédécesseur.

Obama lui-même, cependant, n'a pas une approche radicale des questions écologiques, qu'il ne dissocie pas de celles liées à l'économie et au développement des Etats-Unis, en particulier dans le contexte de la crise. C'est d'ailleurs pour l'instant le ralentissement économique qui a été le principal facteur de la baisse des émissions américaines, avec l'augmentation de la consommation de gaz par rapport au pétrole. Ainsi, entre 2005 et 2012, les émissions ont baissé davantage qu'elles ne le devront d'ici à 2030 si l'Amérique veut honorer ses engagements²¹. En d'autres termes, le ralentissement économique a fait une partie du travail ; mais la reprise amorcée sous la présidence d'Obama signifie également qu'il faut redoubler d'efforts pour ne pas assister à une remontée des émissions.

En matière d'environnement comme ailleurs, Obama défend avant tout les intérêts américains, ce qui l'amène parfois à prendre des décisions contradictoires. Les fragilités et les paradoxes de sa politique des petits pas en matière de lutte contre le réchauffement climatique ne sont pas uniquement dus à des facteurs externes (procédures judiciaires, Congrès hostile)...

15. Michigan et al. v. Environmental Protection Agency et al. (décision du 29 juin 2015) http://www.supremecourt.gov/opinions/14pdf/14-46_10n2.pdf. Vu le 9 juillet 2015.

16. Russell Birman, « A Rare Loss for Environmentalists at the Supreme Court », *The Atlantic*, 29 juin 2015, <http://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/06/a-rare-loss-for-environmentalists-at-the-supreme-court/397196/>. Vu le 9 juillet 2015.

17. « Ideological divide over global warming as wide as ever », *art. cit.*

18. Gwynne Taraska, Ben Bovarnick, « The Authority for U.S. Participation in the Paris Climate Agreement », Center for American Progress, juillet 2015, <https://www.americanprogress.org/issues/green/report/2015/07/07/116690/the-authority-for-u-s-participation-in-the-paris-climate-agreement/>. Vu le 9 juillet 2015.

19. Dans d'autres domaines également: citons simplement ici l'*Executive order* 13658 du 12 février 2014, qui impose un salaire minimum de 10,10\$ de l'heure pour tous les prestataires travaillant avec les services fédéraux.

20. Coral Davenport, « Obama Builds Environmental Legacy With 1970 Law », *New York Times*, 26 novembre 2014, <http://www.nytimes.com/2014/11/27/us/without-passing-a-single-law-obama-crafts-bold-environmental-policy.html>. Vu le 9 juillet 2015.

21. « Climate Policy : Obama's Green Gamble », *The Economist*, 3 juin 2014, <http://www.economist.com/blogs/democracyinamerica/2014/06/climate-policy>. Vu le 16 juillet 2015.



2. Une tradition politique réaffirmée : la défense des intérêts américains

2.1. Forages et fracturations : le gaz de schiste comme outil de sortie de crise ?

Dans son discours sur l'Etat de l'union de janvier 2015, Obama a peu insisté sur le climat, et davantage sur les progrès faits par les Etats-Unis en matière de production d'énergie : « Nous avons cru en notre capacité à réduire notre dépendance aux importations de pétrole et à protéger notre planète. Aujourd'hui, l'Amérique est le premier producteur de pétrole et de gaz. L'Amérique est le premier producteur d'énergie éolienne. Toutes les trois semaines, nous produisons plus d'énergie solaire que dans toute l'année 2008. Et grâce aux prix en baisse et aux normes d'efficacité énergétique en matière d'essence, les familles cette année devraient économiser près de 750\$ à la pompe ». Dans ce court extrait sont résumés les principaux arguments de Barack Obama en matière de politique énergétique : protéger la planète, assurer l'indépendance du pays, faire gagner du pouvoir d'achat aux Américains. Objectifs que certains, en particulier les représentants des mouvements écologistes, considèrent comme impossibles à conjuguer.

Les critiques se sont concentrées, au cours des dernières années, sur deux pratiques des industries gazières et pétrolières : le forage et la fracturation. En avril 2010, un peu plus d'un an après l'arrivée au pouvoir d'Obama, une fuite se déclarait suite à une explosion sur une plate-forme pétrolière de British Petroleum-BP dans le golfe du Mexique, au large de la Louisiane. Pendant quatre-vingt-sept jours, l'équivalent de mille à cinq mille barils de pétrole se déversa quotidiennement en mer (selon les estimations de BP) et le gouvernement fédéral s'engagea dans les activités de nettoyage des côtes. Le président Obama se trouva tout d'abord dans une situation compliquée, car il avait quelques mois auparavant autorisé de nouveaux forages exploratoires. En réagissant à la marée noire, il insista sur l'importance de la transition énergétique, sur la nécessité d'investir dans de nouvelles formes d'énergie, afin de construire « un nouvel avenir qui bénéficiera à tous ».

Après la catastrophe, les Etats-Unis ont adopté un moratoire de six mois sur les forages en eaux profondes dans le plateau continental américain, à la suite duquel les contrôles ont été renforcés et les demandes de forage significativement baissées. Mais la polémique a refait surface récemment, lorsque le président a autorisé la compagnie multinationale Shell à reprendre ses forages dans l'Arctique. En 2013, celle-ci en avait été exclue, pour l'insuffisance de ses procédures de contrôle et de sécurité, qui avaient notamment mené à l'échouage de la plate-forme Kulluk le 31 décembre 2012. Face aux critiques, Obama a répondu sur Twitter qu'il était impossible d'interdire totalement les forages dans l'Arctique et que le gouvernement américain avait fait en sorte d'en préserver les zones les plus sensibles et d'exiger de Shell des garanties quant à la sécurité des équipements et des procédures²². L'Arctique, rappelons-le, est sous l'influence de ses Etats côtiers (Russie, Canada, Etats-Unis, Danemark, Suède, Norvège, Finlande, Islande) ; contrairement à l'Antarctique, elle est ouverte au développement économique²³, et les différentes puissances tentent de s'approprier ses richesses et ses atouts, en particulier dans la perspective d'une fonte des glaces qui ouvrirait le célèbre « passage du nord-ouest ». Mais les opposants au projet de Shell n'ont pas manqué de dire que l'Amérique, loin de se livrer à cette course au profit, pourrait montrer l'exemple en sanctuarisant sa « part » de l'Arctique.

Sur un autre sujet controversé cependant, Barack Obama a donné raison aux écologistes en opposant son veto en janvier 2015 au projet d'oléoduc Keystone (*Keystone XL Pipeline*), cher aux républicains, qui permettrait d'acheminer vers les Etats-Unis le pétrole canadien issu des gisements bitumineux de l'Alberta, un procédé d'exploitation extrêmement polluant²⁴. Réitérant son opposition en mai dernier, Obama a déclaré qu'en l'état actuel des choses, les avantages économiques procurés par l'oléoduc ne pouvaient compenser ses dommages

22. Rose Hackman, « Obama's Arctic Drilling Tweets Alarm Environmentalists », *The Guardian*, 29 mai 2015, <http://www.theguardian.com/environment/2015/may/29/obama-arctic-drilling-tweets-alarm-environmentalists>. Vu le 16 juillet 2015.

23. Voir Michel Foucher (sous la dir.), *L'Arctique. La nouvelle frontière*, Paris, CNRS Editions, 2014.

24. Voir à ce sujet le jeu vidéo/documentaire de David Dufresne, *Fort McMoney*, produit par Arte en 2013, <http://www.fortmcmoney.com/#/fortmcmoney>.



écologiques. Certains élus démocrates qui ont voté en faveur du projet continuent néanmoins de faire pression pour qu'il soit approuvé.

Mais le thème le plus important du débat environnemental et énergétique est celui du gaz de schiste, même s'il est moins virulent qu'en Europe, et en France en particulier (où la fracturation hydraulique est interdite). Comme l'explique le militant Bill McKibben, fondateur de l'organisation 350.org, nombreux sont ceux, même parmi les écologistes (et il en faisait partie), qui ont au début réellement cru que se tourner vers le gaz permettrait de réduire les émissions de GES dues au charbon. Ils ont cependant rapidement déchanté en constatant que l'abondance de gaz naturel pouvait freiner la transition énergétique vers des énergies non fossiles, que le gaz naturel était *en lui-même*, non brûlé, un gaz à effet de serre bien plus dangereux que le CO₂ et que la technique de fracturation hydraulique comportait de nombreux risques environnementaux (pollution de l'eau, mise en danger des paysages, émission de gaz toxiques...)²⁵.

Or Barack Obama semble en être resté au raisonnement initial. Dans son discours à l'Université de Georgetown en 2013, lors de l'annonce de son plan pour le climat, il déclarait ainsi : « C'est vrai, parfois il y a des débats sur le gaz naturel, mais laissez-moi vous dire cela : il faut que nous renforçons notre position de premier producteur mondial de gaz naturel, car au moins à moyen terme, cela nous apportera de l'énergie propre à bas coût et nous permettra de réduire nos émissions carbone ». Dans son discours sur l'état de l'Union de 2014, il qualifiait le gaz naturel de « bridge fuel », une énergie de transition qui permettrait d'abandonner le charbon sans que l'économie s'en ressente. Ses mandats ont d'ailleurs coïncidé avec l'explosion de la production de pétrole, et surtout de gaz de schiste aux Etats-Unis. La méthode d'extraction par fracturation hydraulique existe depuis les années 1970 et a été rendue possible grâce à des recherches financées par l'Etat fédéral, mais ce n'est qu'à partir de 2007, lorsque les prix du gaz et du pétrole se sont envolés, que les grandes compagnies gazières et pétrolières ont commencé à investir massivement dans les hydrocarbures « non conventionnels ». En cinq ans environ, la production de gaz de schiste a été multipliée par dix aux Etats-Unis, qui sont devenus le premier producteur de gaz au monde, juste devant la Russie. Les principaux sites d'exploitation incluent le gisement Barnett, au Texas, et l'immense gisement Marcellus, sur la côte est, qui va de la Virginie orientale à l'Etat de New York et a transformé la Pennsylvanie en terrain d'exploitation pour les compagnies gazières.

Si les militants écologistes ont obtenu des victoires sur le front du gaz de schiste²⁶, le gouvernement Obama continue de promouvoir cette énergie, en opposant à ceux qui dénoncent ses risques des règles plus strictes en matière d'exploitation, telles celles annoncées par le Ministère de l'intérieur en mars 2015²⁷. Les Etats-Unis ont également lancé, sous l'égide de la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton en 2010, un programme international de soutien au développement du gaz de schiste, le *Global Shale Gas Initiative*, renommé par la suite *Unconventional Gas Technical Engagement Program* (UGTEP). Celui-ci vise à faire profiter les pays qui le souhaitent, et qui sont sélectionnés, de l'expertise du gouvernement américain en matière de gaz de schiste. Il permet au passage de faciliter l'implantation d'entreprises américaines comme Chevron à l'étranger.

La politique énergétique de Barack Obama, bien qu'elle soit fort différente de celle de son prédécesseur, n'en a pas moins pour objectif de défendre les intérêts américains et de développer l'économie des Etats-Unis, qui est en train de sortir d'une des pires crises de son histoire. Dans ce contexte, le développement des hydrocarbures « non conventionnels », dont les méthodes d'extraction causent de grands dégâts écologiques, est présenté comme une nécessité, d'une part sur le plan international – se libérer de la dépendance vis-à-vis des pays pétroliers du Golfe – d'autre part sur le plan intérieur – permettre aux Américains de voir baisser leur facture énergétique, créer des emplois.

25. Bill McKibben, « Why Not Frack ? », *New York Review of Books*, 8 mars 2012.

26. Voir infra, 3. « Les fronts de l'innovation ? ».

27. Coral Davenport, « New Federal Rules Are Set for Fracking », *New York Times*, 20 mars 2015. A noter que ces régulations ont déjà été remises en question dans certains Etats. Un juge du Wyoming a ainsi bloqué leur application en juin 2015.



Et la remise en cause actuelle du gaz de schiste par certains a moins à voir avec des préoccupations écologiques qu'avec de nouvelles projections sur les réserves existantes. L'abondance promise risque d'être de courte durée, et de nombreux économistes annoncent un éclatement de la bulle gazière²⁸.

2.2. Evaluer les engagements américains sur le long terme

Si les écologistes continuent de se battre et de faire pression sur l'administration Obama en ce qui concerne les questions liées au climat et au changement climatique, les partenaires des Etats-Unis eux aussi émettent parfois des réserves sur les engagements américains en matière d'environnement. Bien que le changement de rhétorique soit réel, l'affirmation de la volonté de faire de l'Amérique le leader mondial en matière de lutte contre le réchauffement climatique peut laisser sceptique, notamment chez les Européens, qui ont connu les Américains moins enthousiastes sur le sujet et se sont globalement imposés des règles beaucoup plus strictes en matière environnementale que leur allié d'Outre-Atlantique. On voit ressurgir ces intérêts divergents notamment dans le cadre des négociations du traité transatlantique (TTIP), dont les Européens (certains partis, de nombreuses ONG et une partie de la société civile) craignent qu'il ne tire les normes sociales et environnementales du vieux continent vers le bas. Ainsi, en janvier 2015, le parlement britannique a diligenté une enquête visant à déterminer l'impact de l'accord sur le plan environnemental. Les inquiétudes se concentrent en particulier sur les OGM, les pesticides, et plus généralement le principe de précaution.

En ce qui concerne les engagements pris par les Etats-Unis dans la perspective de la conférence de Paris, des organismes internationaux ont mis en avant la possibilité d'aller plus loin et la relative modestie des ambitions affichées par le gouvernement américain. Par exemple, le *World Resources Institute-WRI*²⁹ a fait des contre-propositions au plan d'Obama, en mettant en avant d'une part le fait que les objectifs actuels de réduction d'émissions de GES de 17% par rapport au niveau de 2005 d'ici à 2020 ne pouvaient être atteints sans mesures supplémentaires, d'autre part que ces mesures ne nécessitaient pas de voter de nouvelles lois, mais pouvaient s'appuyer sur les textes existants comme sur les actions de certains Etats. Plus généralement, le WRI insiste sur le fait qu'au-delà de 2025 (le second engagement américain est celui de réduire les émissions de 26-30% d'ici là), il sera nécessaire de mettre en place des mesures plus restrictives afin d'éviter les conséquences catastrophiques du changement climatique³⁰.

Pour *Climate Action Tracker*, réseau scientifique indépendant qui évalue les engagements des différents pays en matière de lutte contre le changement climatique, les Etats-Unis sont dans la catégorie « medium » (comme d'ailleurs l'UE et la Chine, qui sont cependant mieux classées), qui signifie que ces engagements ne permettent pas de restreindre l'augmentation de la température du globe à moins de 2°C (de plus que les températures de l'ère pré-industrielle, seuil critique à ne pas dépasser et base des négociations climatiques en cours au niveau international) car elles supposent que les autres pays fassent des efforts bien plus conséquents. L'organisme, comme le WRI, juge que les mesures annoncées par Obama dans son plan d'action pour le climat permettront d'atteindre les objectifs fixés pour 2020, mais que des mesures supplémentaires seront nécessaires pour atteindre ceux de 2025. D'autres soulignent la contradiction entre le désir de réduire la consommation de charbon sur le sol américain et la poursuite d'exportations massives de charbon à l'international³¹.

Enfin, après l'enthousiasme initial provoqué par l'accord entre la Chine et les Etats-Unis de novembre 2014, certains analystes ont relativisé sa portée et ses conséquences. Comme l'écrit l'économiste Jean-Paul Maréchal, il faut replacer cet événement dans un contexte historique plus large, et notamment prendre acte des transformations radicales de la scène internationale depuis les accords

28. Bill Powers, « The Popping of the Shale Gas Bubble », *Forbes*, 3 septembre 2014, <http://www.forbes.com/sites/billpowers/2014/09/03/the-popping-of-the-shale-gas-bubble/>

29. Une organisation internationale de recherche dont on a récemment entendu parler en France parce que Pascal Canfin, ancien ministre écologiste du gouvernement Ayrault, l'a rejointe.

30. Pour plus de détails, voir la note consacrée aux Etats-Unis par le WRI, « Delivering on the U.S. Climate Commitment. A 10-Point Plan Toward a Low-Carbon Future », de K. Hausker, K. Meek, R. Gasper, N. Aden, M. Obeiter (mai 2015), téléchargeable en ligne, <http://www.wri.org/publication/delivering-us-climate-commitment-10-point-plan-toward-low-carbon-future>. Vu le 19 juillet 2015.

31. Celles-ci ont très fortement augmenté entre 2009 et 2012, et sont en baisse depuis lors, sans pour autant être repassées sous leur niveau de 2009. Les chiffres sont disponibles sur le site de l'EIA (*Energy Information Administration*), <http://www.eia.gov/coal/production/quarterly/>



de Kyoto. A l'époque, George H. W. Bush avait refusé de ratifier le protocole, entre autres parce qu'il « exemptait la Chine de toute obligation de réduction de ses émissions de GES. Or, en 1990, la Chine rejetait moitié moins de CO₂ que les Etats-Unis, aujourd'hui, elle en rejette deux fois plus »³². Une renégociation était donc inévitable, et elle a été rendue nécessaire, aux yeux en tout cas du gouvernement chinois, par les dégâts considérables causés par la pollution en Chine, et surtout par les risques politiques et économiques que ces dégâts font peser sur le régime. La déclaration conjointe de 2014 a été préparée en amont, par des rendez-vous tenus secrets, et s'inscrit dans un cadre plus vaste de coopération entre les deux pays : mentionnons ainsi le programme décennal de coopération en matière d'énergie et d'environnement (*U.S.-China Ten-Year Framework for Energy and Environment Cooperation*) mais aussi, plus récemment, le *U.S.-China Climate Change Working Group* (CCWG), mis en place en 2013 à la suite de la première visite à Pékin du Secrétaire d'Etat John Kerry. Les rendez-vous bilatéraux se sont d'ailleurs poursuivis après l'annonce conjointe de novembre 2014, dans la perspective de la conférence de Paris.

Que dit cette déclaration ? Du côté américain, elle réitère les engagements pris par Obama en 2013 dans son plan d'action pour le climat, et notamment la réduction de 25 à 28% des GES d'ici 2025. La Chine, quant à elle, s'engage à parvenir à son pic d'émissions de CO₂ vers 2030, voire avant, et à augmenter la part d'énergies non fossiles dans sa consommation d'énergie (20% environ d'ici 2030). « Les deux parties ont l'intention de continuer à œuvrer afin d'accroître leurs ambitions au fil du temps »³³. En clair, pas de révolution, chaque pays souhaite préserver ses avantages et son positionnement dans le champ de la compétition économique mondiale. Citons encore J.-P. Maréchal, à propos de l'engagement chinois d'atteindre un pic d'émissions en 2030 : « même si la croissance chinoise n'est 'que' de 5% au cours de cette décennie et demie, cela suffira à l'empire du Milieu pour doubler son PIB et ainsi dépasser les Etats-Unis. Dit autrement, la Chine souhaite que rien ne lui soit demandé en matière d'émissions de CO₂ tant qu'elle ne sera pas devenue la première puissance économique mondiale »³⁴. Côté américain, comme nous l'avons vu, les engagements de Barack Obama ont toujours été pris à l'aune de la reprise économique, et ne sont pas exempts de contradictions, notamment en ce qui concerne la production de gaz naturel. En septembre 2015, la déclaration conjointe d'Obama et de Xi Jinping marque une évolution du discours chinois sur la lutte contre le changement climatique – même si elle ne remet pas en question la volonté des Chinois d'atteindre leur pic d'émissions avant de les faire baisser. Mais elle peut avoir des conséquences sur le champ politique américain ; jusque-là en effet, l'un des arguments des républicains consistait à dire que, la Chine ne faisant aucun effort pour lutter contre le changement climatique, des mesures prises par les Etats-Unis ne pourraient se faire qu'au détriment de leur compétitivité.

Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis et la Chine, à travers ces déclarations et comme dans d'autres domaines (économique notamment) mettent sur le devant de la scène leurs négociations bilatérales, excluant ainsi leurs autres partenaires pour faire comprendre au monde que seules comptent véritablement les deux premières puissances mondiales. Ils relativisent du même coup la portée de la conférence de Paris, qui ne fera qu'avaliser ce que les deux grands ont convenu entre eux.

Le dindon de la farce, comme souvent, est l'Union européenne, engagée depuis bien plus longtemps et de manière bien plus radicale que ces deux grands pays dans une politique de lutte contre le réchauffement climatique. N'est-il pas hautement paradoxal, pour ne pas dire presque absurde, que ce soient soudain les Américains – dont beaucoup doutent encore de la réalité du réchauffement et dont la « conversion » des élites politiques est pour le moins récente – qui se présentent aux yeux du monde comme les hérauts de la planète ? Là encore, embourbée dans la crise, percluse de divisions, l'UE peine à faire entendre sa voix, dans un domaine pourtant où celle-ci aurait toute légitimité à être écoutée.

32. Jean-Paul Maréchal, « Lima et après ? », *laviedesidees.fr*, 28 avril 2015.

33. « U.S.-China Joint Announcement on Climate Change », site de la Maison Blanche, cité par J.-P. Maréchal, « Lima et après ? », *art. cit.*

34. *Ibid.*



3. Les fronts de l'innovation : la société civile en marche pour le climat

3.1. Villes et Etats

Les engagements pris par les Etats-nation en matière de lutte contre le changement climatique sont, presque par définition, généraux. Ils nécessitent d'être mis en œuvre par des mesures volontaristes et avec la coopération des collectivités locales des différents pays. En la matière, celles-ci vont souvent plus vite, et plus loin, que leurs autorités de tutelle. Lorsque l'on s'intéresse aux Etats-Unis depuis l'étranger, et singulièrement depuis la France, on a souvent tendance à ne prendre en considération que l'Etat fédéral et le pouvoir exécutif. S'il ne faut pas minimiser l'importance de la figure présidentielle, de ses prises de position, et le facteur d'exemple que représentent les choix faits par le gouvernement fédéral, on ne peut néanmoins oublier que les Etats-Unis sont une fédération, dont les Etats possèdent une vaste autonomie dans de nombreux domaines (justice, éducation, environnement) que l'on considérerait en France comme « régaliens ». Et qu'au sein de ces Etats peuvent exister des villes puissantes, dotées elles aussi d'un certain nombre de prérogatives dans des champs qui affectent le quotidien de leurs citoyens.

Ainsi, si les blocages du Congrès n'ont pas permis, au niveau fédéral, le passage d'une loi, cela n'a pas empêché certains Etats de faire voter des textes sur la lutte contre le réchauffement climatique, ni de se fixer des objectifs plus ambitieux que ceux édictés par Obama au niveau national. C'est le cas par exemple de Hawaii, du Minnesota, et surtout de la Californie³⁵, souvent donnée en exemple en matière d'environnement. En 2006, le gouverneur Arnold Schwarzenegger (républicain) a fait voter une loi (le *Global Warming Solutions Act*, ou AB32) qui dessinait l'objectif d'un retour aux émissions de GES de 1990 à l'horizon 2020, mettait en place un marché carbone – le second au niveau mondial, après celui de l'Union européenne – et annonçait qu'un tiers de l'électricité de l'Etat proviendrait de sources renouvelables à l'horizon 2020. Un referendum demandant l'abolition de cette loi a échoué en 2010 et le gouverneur démocrate Jerry Brown a poursuivi dans la voie tracée par son prédécesseur. L'exemple californien démontre aussi que l'investissement dans la « croissance verte » n'est pas dommageable pour la croissance et l'économie, aidé en cela, certes, par la Silicon Valley et les nouvelles technologies, dont les gourous se sont récemment convertis au discours écologiste. Par ailleurs, la Californie a souvent été à l'avant-garde d'évolutions de l'opinion publique et de la politique ; c'est à Santa Barbara en 1969, après une marée noire, qu'est né le mouvement ayant abouti en 1970 à la création de la « Journée de la terre » (*Earth Day*) célébrée chaque année aux Etats-Unis et dans le monde. Enfin, certaines mesures ont été dictées par les conditions climatiques extrêmes qui sévissent dans l'Etat depuis des années, notamment la sécheresse, qui a mené à des politiques plus sévères en matière d'utilisation de l'eau.

Si l'Oregon et l'Etat de Washington sont eux aussi fortement engagés dans la lutte contre le changement climatique, certains Etats de la côte Est (plus industriels) ne sont pas en reste ; le gouverneur de l'Etat de New York, Andrew Cuomo, a ainsi imposé un moratoire sur la fracturation hydraulique, suspendant l'extraction du gaz de schiste³⁶.

Les villes, elles aussi, prennent des initiatives, au niveau local comme au niveau global, par exemple au sein du C40 (*Cities Climate Leadership Group*), souvent encouragées d'ailleurs par le gouvernement fédéral et l'EPA. Citons simplement ici le cas de New York : le maire Michael Bloomberg, actuellement représentant de l'ONU pour les villes et le changement climatique, a permis à sa ville de diminuer ses émissions de 19% depuis 2005 (mais il demeure toujours en faveur de l'exploitation du gaz de schiste). Son successeur démocrate, Bill de Blasio, a annoncé des mesures fortes au moment de la grande marche pour le climat de 2014, notamment la réduction des émissions de 80% d'ici à 2050, grâce en

35. Voir « Gold and Green. California wants to lead America to a greener future », *The Economist*, 16 mars 2013.

36. Il va de soi que de nombreux Etats américains sont loin d'être des modèles, au contraire, que l'on pense à l'Illinois, à la Pennsylvanie ou au Texas, en matière d'émissions de GES et de rejets toxiques des industries. Nous avons cependant fait le choix ici de nous concentrer sur les Etats et les villes qui font preuve d'initiative en termes environnementaux, et à cet égard vont plus loin que le gouvernement fédéral, ou l'inspirent.

particulier à la rénovation des bâtiments anciens. Il présente en outre son plan comme l'association de la lutte pour la préservation de l'environnement et du combat contre les inégalités³⁷. D'autres villes se lancent dans des initiatives de lutte contre la pollution et le réchauffement climatique, souvent en-dehors du prisme partisan et parfois même en contradiction avec les positions prises par les gouverneurs des Etats dont elles font partie³⁸.

3.2. *Mouvements militants et opinion publique*

Mais nombre de ces initiatives auraient été impossibles sans les changements récents de l'opinion publique américaine et les actions militantes des groupes écologistes. C'est le cas notamment du moratoire sur la fracturation hydraulique mis en place, non sans hésitations, par Andrew Cuomo en 2014. Au cours des dernières années, des événements climatiques extrêmes ou des accidents liés à l'exploitation pétrolière et gazière ont contribué à faire progresser la conscience du risque écologique chez les Américains. L'ouragan Katrina en 2005, la marée noire de BP en 2010, et bien sûr l'ouragan Sandy, qui a provoqué de nombreux dégâts sur la côte est des Etats-Unis, et touché notamment New York, à la veille de l'élection présidentielle de 2012. Pour autant, une partie des Américains reste convaincue que, si le réchauffement climatique est une réalité (63% au niveau national, contre 18% de sceptiques), il n'est pas prouvé qu'il soit causé par les activités humaines (48% en sont convaincus, contre 35% qui pensent qu'il est le fait de causes naturelles)³⁹, et l'environnement demeure une des questions qui divisent le plus l'opinion sur des lignes partisans. Comme le montrent les études du *Pew Research Center*, l'opinion soutient globalement les initiatives visant à protéger l'environnement, mais les réponses sont plus circonstanciées dès lors qu'il s'agit d'aborder des mesures concrètes, car une inquiétude se fait jour quant à leurs conséquences sur la croissance et l'emploi. Malgré cela, on constate une évolution au fil des dernières années : par exemple, le soutien à la construction de l'oléoduc Keystone XL, s'il reste largement majoritaire (59% des personnes interrogées y sont favorables, 31% opposées), décline en 2014 par rapport à 2013 (66% y étaient favorables). De même, en 2013, ceux qui soutenaient l'intensification de la fracturation hydraulique étaient plus nombreux (48%) que ceux qui s'y opposaient (38%), alors qu'aujourd'hui ce rapport s'est inversé (41% y sont favorables, 47% opposés)⁴⁰.

Indéniablement, la forte mobilisation des groupes écologistes ces dernières années, ainsi que la présence plus grande des questions environnementales dans les médias a contribué à ces évolutions dans l'opinion. Présence qui ne garantit d'ailleurs pas une présentation équilibrée du débat. On l'a bien vu au moment de l'ouragan Sandy, en 2012. Si certains hommes politiques, comme le gouverneur de l'Etat de New York Andrew Cuomo, ont osé, du bout des lèvres, avancer l'hypothèse que ces épisodes climatiques extrêmes étaient peut-être liés à une évolution plus générale du climat, les climato-sceptiques comme Donald Trump n'ont eux pas hésité à réaffirmer leurs opinions, comme dans ce tweet du 6 novembre dans lequel l'actuel candidat à la primaire républicaine déclarait que « le concept de réchauffement climatique est une création des Chinois pour rendre les industries américaines moins compétitives ». En 2014, dans son émission satirique du dimanche soir, *Last Week Tonight*, John Oliver avait dénoncé les biais dont faisaient preuve les médias dans leur présentation des débats autour du changement climatique. Il illustre son propos – la vidéo a énormément circulé sur le net – en comparant la proportion de climato-sceptiques dans la communauté scientifique (3%) à leur représentation sur les chaînes de télévision (50%), et en proposant un plateau véritablement équilibré, soit 97 scientifiques convaincus de la réalité du changement climatique face à trois tenants de la thèse opposée⁴¹.

La société civile, elle aussi, se mobilise, comme on a pu le voir de manière spectaculaire lors de la marche pour le climat qui s'est tenue à New York en septembre 2014, en parallèle d'un sommet de l'ONU, et a réuni plus de 300 000 personnes

37. « New York city's environment program to focus on income inequality », *New York Times*, 21 avril 2015. http://www.nytimes.com/2015/04/22/nyregion/new-york-citys-environment-program-to-focus-on-income-inequality.html?_r=0. Vu le 21 juillet 2015.

Voir le site officiel de la mairie de New York pour ses engagements en matière environnementale : <http://www.nyc.gov/html/planyc/html/home/home.shtml>

38. C'est le cas par exemples de maires de villes du Texas et de l'Arizona, qui prennent des initiatives en matière de lutte contre le dérèglement climatique, alors même que les gouverneurs de ces Etats – Républicains – sont ouvertement climato-sceptiques.

39. Chiffres pour l'année 2014. Données du *Yale Project on Climate Change Communication*, <http://environment.yale.edu/poe/v2014/>.

Les données sont également disponibles par Etat, par district ou par comté, sur différentes questions. Vu le 22 juillet 2015.

40. Comparaison entre des enquêtes de mars 2013 et novembre 2014, extraite de la synthèse « How Americans View Top Energy and Environmental Issues », *Pew Research Center*, 15 janvier 2015. <http://www.pewresearch.org/key-data-points/environment-enery-2/>. Vu le 22 juillet 2015.

41. La vidéo, qui date de mai 2014, est en ligne à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=cjUG-CJJUGsg>



d'horizons divers. Mais il faut aussi s'intéresser aux mouvements locaux de protestation, qui font beaucoup pour faire avancer la prise de conscience sur les questions environnementales. Citons ici par exemple, au Canada, la mobilisation des Premières nations contre l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, ou bien, aux Etats-Unis, les fortes mobilisations contre le forage en Arctique (menées notamment par Greenpeace) et la structuration d'un mouvement contre le gaz de schiste (les *fracktivists*)⁴². Au cours des dernières années, les lobbys écologistes ont également gagné en influence à Washington, démontrant par là que les mobilisations collectives peuvent avoir un impact sur les décisions politiques, comme le veto opposé par Obama au Keystone pipeline. Même si la volonté, portée par les mouvements écologistes, de cesser d'exploiter les énergies fossiles (*keep it in the ground*) demeure minoritaire, on ne peut nier que certaines avancées ont été obtenues. C'est ce qui fait dire à Bill McKibben, l'un des organisateurs de la marche de 2014, que même si la Conférence de Paris est importante, ce qui l'est encore plus, c'est ce qui s'est passé avant, ce qui se passera après, dans les mobilisations populaires et leur capacité à cristalliser des propositions, à transformer l'opinion publique⁴³ et, *in fine*, la loi. Comme on a pu le constater récemment aux Etats-Unis en ce qui concerne le mariage pour les couples de même sexe...

Conclusion : Les Etats-Unis, pollueur repent ?

Barack Obama a changé la manière dont les Etats-Unis parlent du changement climatique, c'est indéniable. Après la sortie de la crise économique et la réforme de l'assurance maladie, il a voulu faire de l'environnement – avec d'autres questions comme l'accord avec l'Iran ou le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba – l'un des thèmes de son second mandat, dans la perspective de la conférence de Paris, comme on l'a vu lors de son très médiatique voyage en Alaska – où le changement climatique est visible, en particulier par la fonte des glaces – en août 2015, savamment mis en scène⁴⁴. Des mesures ont été prises, cela aussi doit être reconnu. Pour autant, le changement n'est pas aussi radical que l'on aurait pu l'espérer, ou le souhaiter. D'une part, parce que le président actuel fait face à un certain nombre d'obstacles institutionnels, notamment l'hostilité du Congrès à majorité républicaine, particulièrement clivé sur les questions liées à l'environnement. D'autre part parce que les priorités d'Obama demeurent malgré tout la primauté américaine, l'indépendance du pays en matière énergétique, et que les lobbys du gaz et du pétrole sont puissants. Ainsi, une grande partie des réductions de GES est due à la crise, et il faudra attendre de voir si la reprise américaine se confirme pour voir si les mesures mises en place sont réellement efficaces. Présenter la transition énergétique comme un atout pour l'économie n'est pas quelque chose de négatif, au contraire, mais cela devient problématique lorsque cette « transition » repose en réalité largement sur la production, l'exploitation et l'exportation de gaz naturel recueilli par fracturation hydraulique. Les engagements américains doivent ainsi être relativisés (mais rappelons tout de même qu'il y a bien pire qu'Obama – le milliardaire Donald Trump, candidat à l'investiture républicaine, nie la réalité du réchauffement climatique au motif que les derniers hivers sur la côte est ont été très froids...), y compris sur le plan international. L'accord Chine/Etats-Unis et les déclarations de Xi Jinping lors de sa visite officielle de septembre 2015 concernant la mise en place d'un système de plafonnement et d'échange du carbone (*cap and trade*) sont certes des éléments positifs, car ils révèlent une prise de conscience des enjeux qui était inexistante il y a encore dix ans. Mais ils privent également l'Union européenne de sa voix dans un domaine où elle s'est bien plus fortement engagée que les deux premiers pollueurs mondiaux.

Dans la perspective de l'élection présidentielle de novembre 2016, on voit se dessiner les positions des différents candidats à l'investiture. Côté républi-

42. Voir notamment le documentaire de Josh Fox, *Gasland* (2010). Pour un article synthétique sur ces mouvements, voir Colin Kinniburgh, « From Zuccotti Park to Zurawlow. The Global Revolt Against Fracking », *Dissent*, été 2015.

43. Bill McKibben, « Climate fight won't wait for Paris : vive la résistance », *The Guardian*, 9 mars 2015, <http://www.theguardian.com/environment/2015/mar/09/climate-fight-wont-wait-for-paris-vive-la-resistance>. Vu le 22 juillet 2015.

44. La mise en scène façon « télé-réalité » a parfois fait grincer des dents, et ce d'autant plus que le voyage en question est intervenu au moment même où le président autorisait la compagnie Shell à reprendre ses forages en Arctique. Voir Kate Shepard, « In Alaska, Obama Highlights Climate Change While His Decisions Draw Accusations of 'Hypocrisy' », *Huffington Post*, 31 août 2015, http://www.huffingtonpost.com/entry/obama-alaska-climate-change_55e4be9be4b0b7a96339f3d5

cain, la question du changement climatique est plus que jamais l'un des piliers de l'opposition à l'actuel gouvernement. Parmi les candidats à la primaire, la majorité nie l'existence de ce changement ; ceux qui la reconnaissent, comme Jeb Bush, refusent de l'attribuer à l'action humaine, ou ne se prononcent pas sur la question. Enfin, même ceux pour lesquels l'homme a une responsabilité dans les transformations du climat, comme l'a admis Carly Fiorina, ne pensent pas que des mesures prises par les Etats-Unis puissent y changer quoi que ce soit⁴⁵. Du côté des démocrates, Bernie Sanders, le sénateur du Vermont qui se revendique « socialiste », a été l'un des principaux opposants à la construction du *Keystone Pipeline*. Quant à Hillary Clinton, après avoir longtemps tergiversé, elle s'est finalement prononcée contre en septembre dernier. Au même moment, elle a annoncé un plan pour faire des Etats-Unis une « superpuissance de l'énergie propre », ainsi que la mise en place d'accords avec le Canada et le Mexique concernant la réduction des GES⁴⁶. Qu'en sera-t-il effectivement de ces engagements une fois les primaires et l'élection passée, il est bien trop tôt pour le dire. Mais il est évident que, si une présidence démocrate peut garantir un maintien – sans parier sur une extension – des mesures prises sous les mandats d'Obama, une victoire républicaine les remettrait presque certainement en question.

C'est pour cette raison, aussi, qu'il ne faut pas oublier de regarder ce qui se passe au niveau local, dans les collectivités, dans la société civile, car c'est là que se jouent les atteintes les plus graves à l'environnement et que se construisent les mouvements de protestation. Le « bottom up » ne doit pas être sous-estimé. Mouvements et groupes de pression mettent en œuvre des avancées graduelles, qui ne répondent peut-être pas complètement à l'urgence de la situation mais sont sans doute plus solides et plus durables que bien des discours politiques et des annonces diplomatiques.

45. Rebecca Kaplan, Ellen Uchimiya, « Where the Republican candidates stand on climate change », *CBS News*, 1er septembre 2015, <http://www.cbsnews.com/news/where-the-2016-republican-candidates-stand-on-climate-change/>

46. « Hillary Clinton unveils her masterplan to make US 'clean energy superpower' », *The Guardian*, 24 septembre 2015 <http://www.theguardian.com/environment/2015/sep/24/hillary-clinton-unveils-her-masterplan-to-make-us-clean-energy-superpower>.

L'AUTEUR

ALICE BÉJA

Maîtresse de conférences à Sciences Po Lille en civilisation américaine, elle a participé à l'ouvrage collectif *Paris climat 2015. 20 ans après* (Fondation de l'Écologie Politique / Green European Foundation, 2015).

LA FONDATION DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE - FEP

31/33 rue de la Colonie 75013 Paris

Tél. +33 (0)1 45 80 26 07 - contact@fondationecolo.org

La FEP est reconnue d'utilité publique. Elle a pour but de favoriser le rassemblement des idées autour du projet de transformation écologique de la société, de contribuer à l'élaboration du corpus théorique et pratique correspondant à ce nouveau modèle de société et aux valeurs de l'écologie politique.

Les travaux publiés par la Fondation de l'Écologie Politique présentent les opinions de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la Fondation en tant qu'institution.

www.fondationecolo.org

ISBN 979-1-09-508205-7



9 791095 082057

1€



Cette note est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons 3.0, « Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modifications ».

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr>